



www.sudraillyon.org

Union syndicale
Solidaires
Sud
Rail



N° 81 - 16 décembre 2013

Un journal syndical régional au service (public) des cheminots

Ca chauffe au sein de la SNCF !

Actions du 21 novembre, du 2 et du 12 décembre :

Autant d'avertissements lancés à la direction et aux politiques !

Le 21 novembre, les cheminots à l'appel de SUD-Rail et de la CGT envahissaient la séance plénière du CE pour interpeller la directrice de région sur la sous-traitance à l'équipement et la réforme du ferroviaire dont les cheminots ne veulent pas !

Le 2 décembre, les cheminots à l'appel de SUD-Rail, manifestaient de la gare de Perrache jusqu'au Conseil Régional avec un mot d'ordre : Refusons d'enterrer le service public ferroviaire !

Le 12 décembre, les cheminots à l'appel de SUD-Rail, de la CGT et de l'UNSA manifestaient de la Place des Terreaux jusqu'à la Direction Régionale pour afficher leur opposition au projet de réforme du ferroviaire.



Sud-Rail LYON : 2, rue Claudius Collonge 69002 LYON

Tél SNCF : 542 028 / Tél PTT : 04 78 38 15 08

Fax SNCF : 543 917 / Fax PTT : 04 72 40 39 17

Mail : sudraillyon@gmail.com / Site Internet : www.sudraillyon.org

LE FER SOLIDAIRE

Le 21 novembre, les cheminots ont donc envahi la séance plénière du CE et interpellé la directrice de région sur la sous-traitance massive à l'équipement et sur la réforme du ferroviaire qui prévoit notamment le transfert de 60 000 cheminots vers un autre Epic que la SNCF.

La directrice de région a rapidement choisi la fuite plutôt que de répondre aux questions concrètes des cheminots.



Le 2 décembre, SUD-Rail organisait une manifestation aux allures d'un convoi funéraire symbolisant la mort du service public ferroviaire.

EAS, fermetures des guichets et des gares à la circulation, privatisation de la maintenance, menaces sur l'avenir des ateliers d'Oullins, fermeture de l'atelier Fret de Sibelin : plusieurs centaines de cheminots ont défilé ce 2 décembre pour dire qu'ils refusent d'enterrer le service public ferroviaire !

Cette manifestation s'est conclue par le dépôt d'une couronne funéraire devant le Conseil Régional dont l'exécutif est co-responsable avec la direction SNCF des décisions qui détruisent le service public ferroviaire.



Le 12 décembre, dans le cadre de la grève nationale contre la réforme du ferroviaire, les cheminots manifestaient dans les rues de Lyon !



Tram-train : sérieux coup d'arrêt pour le low-cost ferroviaire !

Le 3 décembre à 21h30, un Tram-Train déraillait à hauteur de Fleurieux sur l'Arbresle, sur la ligne reliant la gare de Lyon St Paul à St Bel.

Depuis ce jour plus aucun Tram-Train ne circule sur l'Ouest Lyonnais mais aussi à Nantes où le même type de matériel (DUALIS d'ALSTOM) est en service.

Aujourd'hui, une certitude, c'est bien un problème de matériel qui est l'origine du déraillement.

C'est une pièce essentielle à la liaison entre la roue et l'essieu qui s'est fissurée et a cassé entraînant le déraillement. Cette défaillance ne serait pas un cas isolé et l'ensemble du matériel tram-train, à Lyon comme à Nantes, reste consigné dans les ateliers depuis cette date.

Les dernières informations laissent penser que l'on s'achemine vers un ajournement de plusieurs mois de la circulation des Tram-Trains sur l'Ouest Lyonnais : quel fiasco industriel et quel gâchis !

SUD-Rail, depuis le début du projet a toujours mis en garde la direction SNCF et le Conseil Régional Rhône-Alpes sur le danger de la mise en place d'un matériel léger de type Tram-Train sur des voies ferrées classiques. Ce matériel n'est prévu pour circuler que sur réseau urbain, inadapté sur l'Ouest Lyonnais.

Cet accident, le prouve, les choix retenus n'ont pas été les bons et depuis la mise en service, les incidents se multiplient : Le 3 septembre dernier, incident du tram train 890056 sous le tunnel de Loyasse : des voyageurs bloqués pendant des heures... Mouvements et chutes de poteaux caténaires... Difficultés récurrentes du matériel en hiver comme en été, sous l'effet du froid ou de la chaleur... Problèmes de fermeture des portes... Augmentation des agressions sur l'Ouest Lyonnais due à la suppression du contrôleur systématique.



Aujourd'hui cette situation sur l'Ouest Lyonnais prouve que SUD-Rail avait raison d'être contre le choix de la SNCF et du Conseil Régional de faire du ferroviaire avec une organisation et du matériel « Low-Cost » inadapté.

Ces choix entraînent de vrais risques pour la sécurité ferroviaire, si la rupture s'était produite à grande vitesse, aurions-nous vécu un autre Brétigny sur Orge ?

Aujourd'hui, SUD-Rail demande que toute la lumière soit faite autour de ces incidents, de leurs coûts et appelle le conseil régional à réunir au plus vite SNCF, Organisations Syndicales et associations d'usagers pour débattre autour des suites à donner « au tram-train de l'Ouest-Lyonnais ».

Après l'ultimatum du 12 décembre, les fédérations syndicales se rencontrent le 18 décembre !

SUD-Rail réclamait l'intervention des cheminots le 12 décembre pour que la direction cesse d'ignorer leurs revendications.

La participation massive des cheminot-es est sans conteste un ultimatum qui doit obliger la direction à entendre les revendications portées par les cheminots et leurs organisations syndicales.

La fédération SUD-Rail s'appuie sur le rapport de force créé et exige une réforme utile pour les voyageurs, développant le trafic ferroviaire fret et unifiant par le haut les conditions de travail et droits de tous les salariés du secteur ferroviaire.



Ensemble et partout les cheminot-es et usagers, ont réclamé que le gouvernement orienté par Pepy revoie sa copie.

SUD-Rail le dit depuis 1997, date de création de RFF, les directives du premier paquet ferroviaire n'imposent qu'une séparation comptable du transporteur et du gestionnaire d'infrastructure.

En 2002, lors du transfert aux régions de l'organisation du transport TER, nous mettions également en garde contre les dérives possibles liées à une logique de réduction des coûts qui auraient des conséquences en matière de sécurité, sur les conditions de travail et de vie des cheminot-es et la qualité du service proposé aux usagers.

Les intérêts des cheminot-es doivent être défendus, SUD-Rail mettra son outil syndical à leur service !

Les cheminots l'ont bien compris ; et encore une fois ont réaffirmé leur refus de cette réforme.

Une vraie réforme consiste à réunifier vraiment le système ferroviaire : la gestion de l'infrastructure et l'exploitation ferroviaire, mais aussi la maintenance, tous les services en gares et dans les trains, le nettoyage, l'ingénierie, ..., doivent se retrouver dans un établissement public unique : la SNCF !!! Une vraie réforme doit maintenir et améliorer le statut et la réglementation SNCF et l'élargir à l'ensemble des salariés du secteur.

C'est ce mandat que les cheminots massivement en grève ont donné aux fédérations syndicales. C'est ce mandat que la fédération SUD-Rail défendra, en plaçant sous le contrôle des cheminots les négociations.

Les cheminot-es veulent un seul EPIC et non 3 !

Comment Pépy peut-il afficher une réunification et dans le même temps présenter la création de trois entreprises en lieu et place de la SNCF actuelle. Comment souhaite-t-il faire croire que l'EPIC infra qui absorbera plus de 50 000 cheminot-es sera sans impact sur la sauvegarde du statut, de la CPR, du RH 00077, de la rémunération, des conditions de départ en retraite, des accords d'entreprise, ... ?

Les Fédérations SUD-Rail - CGT - UNSA l'ont exigé aussi : le gouvernement doit revoir sa copie !

La fédération SUD-Rail demandait une interfédérale au lendemain de la grève ultimatum du 12 ; il y en aura une le 18 décembre ! Si la direction SNCF et le gouvernement persistent dans leur projet de Loi actuel, les cheminots donneront suite à l'ultimatum qui a été adressé le 12 décembre !